
Remous et naufrage sur le Saint-Laurent

Analyse psychosociologique des conflits entre les principales communautés linguistiques anarchistes de Montréal
au sein de l'Association des Espèces d'Espaces Libres et Imaginaires

Adopté à l'unanimité
Le 1^{er} septembre 2008
À la Canopée

« In Montreal right now, there is a big divide between what we call the *capital-A* anarchists and the *little-a* anarchists. Capital A being a rather dogmatic, by the book, purist ideology, based on a lot of western European anarchist thought and texts by authors like Bakunin Kropotkin, and Marx. There is a tendency within capital A anarchy to reject national liberation struggles and to not be involved in race politics. In my opinion, we reject that here at the collective, we would consider ourselves to be *little-a* anarchists. I think that's reflected in the literature we carry. »

Aaron Lakoff, bénévole à la librairie Alternative
<http://www.mcgilldaily.com/view.php?aid=2301>

« Mais il semble que les membres du collectif de la librairie soient incapables de voir qu'à côté de leur île *anglo-étudiante politically correct* existe un mouvement anarchiste local implanté de longue date et qui joue son rôle, tant bien que mal, dans la société québécoise et dans le monde. En accusant ainsi d'être dogmatiques et puristes les *Anarchistes avec un grand A*, et en les excluant de facto de la seule librairie *anarchiste* à Montréal, le collectif de la librairie ne fait que reproduire une situation qu'il est supposé dénoncer. D'autant plus que la pseudo-analyse du milieu anarchiste montréalais que fait M. Lakoff ignore complètement la réalité locale d'ici, principalement celle des francophones anarchistes, mais elle ignore aussi l'histoire et la culture politique locale. Il s'agit d'une tentative d'exclusion de la majorité des anarchistes québécois sur la base d'une sur-valorisation d'une culture politique importée des milieux anarchisants états-uniens. Bref, ça pue le colonialisme à plein nez. »

Texte anonyme
<http://www.cmaq.net/node/15594>

Le thème du territoire est aussi vaste et profond que la matière à laquelle il fait référence. La société québécoise, à laquelle nous appartenons bien malgré nous, fête cette année ses quatre cents ans de colonialisme ininterrompu après avoir longuement tergiversé au cours de la dernière année sur le sujet de l'intégration sous la phallocratique présidence des commissaires Bouchard et Taylor. Mais vous ennuyer avec son histoire traditionnelle nous a semblé être une avenue trop insatisfaisante. Bien que nous y fassions référence au cours de notre texte, nous conseillons aux lecteurs européens et lectrices européennes de consulter quelques ouvrages historiques classiques et des revues d'actualité pour approfondir leurs connaissances.

Nous avons décidé de faire de notre milieu politique, la communauté anarchiste de Montréal, l'objet d'une étude sur le thème des divergences entre les groupes linguistiques. Nous étudierons le cas précis d'une organisation sans but lucratif qui a été depuis longtemps le théâtre de querelles intestines qui, selon nous, illustrent parfaitement les contradictions du Québec contemporain et cadre bien avec la thématique du territoire. En effet, c'est de la confrontation/collaboration entre les anglophones et les francophones au sein de l'AEELI, l'Association des Espèces d'Espaces Libres et Imaginaires, propriétaire d'un bâtiment en plein centre-ville de Montréal qui abrite une importante librairie anarchiste, l'Insoumise, et d'autres groupes à forte composante libertaire, dont il sera question. Nous considérons que la rupture survenue en 2003 au sein de l'AEELI est l'événement le plus révélateur d'une séparation inavouée entre les anglophones et les francophones.

Les conflits autour de petites parcelles de territoire ne concernent évidemment pas seulement les deux groupes culturels majoritaires de l'île de Montréal. Leur conception occidentale du territoire, considéré comme une propriété, entre aussi en conflit avec la conception traditionnelle des autochtones d'Amérique du Nord¹. Comme le territoire est un vaste sujet et qu'il serait facile de s'y perdre, il nous faudra d'autres occasions de nous y attarder davantage. Pour l'heure, nous nous attaquerons aux dommages causés par l'idéologie dominante sur notre milieu politique. Nous amorçons ainsi un débat potentiellement intéressant sur la santé des relations entre anarchistes francophones et anglophones ainsi que sur l'avenir du dialogue et de la gestion des avoirs de notre communauté politique.

Au début des années 1980, des anarchistes de Montréal décidèrent de fonder l'AEELI, une association déclarée corporation légale sans but lucratif, et d'acheter un bâtiment du boulevard Saint-Laurent. Cette époque est marquée, au Québec comme ailleurs, par un nouveau cycle économique, le néolibéralisme. À cette morosité mondiale s'ajoute le cas particulier du nationalisme québécois qui connaît un revers important parmi sa base souverainiste et progressiste : la défaite du référendum de 1980 et l'abandon du projet socialdémocrate. Les années 1960 et 1970 ont grandement changé la société québécoise et les rapports entre les deux groupes dominants. Les francophones ont quitté la protection des soutanes cléricales et se sont lancés dans le développement de l'État et de son économie. La bourgeoisie francophone florissante a adhéré au projet nationaliste de manière opportuniste pour déstabiliser l'establishment anglais. Une partie de la population du Québec aspire toujours à la souveraineté, mais la croyance se répand que la nation québécoise s'est émancipée malgré le carcan fédéral anglais.

Revenons à l'AEELI. Très peu de documents peuvent nous instruire sur les conflits internes, mis à part quelques procès-verbaux dactylographiés et jaunis par le temps et de très rares articles, largement méconnus. Dans ces conditions, notre travail d'enquête aurait pu être basé sur des témoignages multiples et significatifs couvrant près de trente ans d'histoire. Nous avons tenté de rejoindre une douzaine de personnes impliquées afin de recueillir leurs propos. Malheureusement, l'exercice s'est avéré infructueux puisque seulement trois militant-es ont répondu à l'appel, tous d'origine anglophone. Le temps restreint dont nous disposons nous a contraints à nous rabattre sur nos expériences et nos intuitions personnelles. La valeur de notre texte s'en trouve affectée, mais nous avons tout de même le privilège de démarrer ici une discussion sur une problématique encore refoulée par ses acteurs.

L'AEELI et sa librairie nous apparaissent comme un cas d'espèce. Lorsque nous réfléchissons aux difficultés apparentes de la société québécoise à vivre en paix et sans préjugés envers elle-même et ses nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes, nous ne pouvons qu'être amenés à nous poser la question suivante : comment les anarchistes internationalistes peuvent-ils exiger un changement de société si profond s'ils et elles n'arrivent même pas à régler des problèmes du même ordre dans leur propre milieu ?

Ce texte est un essai sans prétention. Sa logique est simple. D'abord, nous vous présenterons l'histoire de l'AEELI. Nous élaborerons ensuite notre thèse qui sera soutenue par des constats de base dans le but d'expliquer la véritable nature des divisions politiques entre les deux communautés linguistiques. Enfin, notre conclusion suscitera une série de questionnements susceptibles de jeter les fondements d'un nouveau dialogue au sein de notre milieu.

À la fin des années 1970, un petit collectif nommé Alternative est mis sur pied pour ouvrir une librairie anarchiste sur la rue centrale de Montréal, le boulevard Saint-Laurent, qui divise traditionnellement les communautés francophones de l'est et anglophones de l'ouest. L'ouverture du commerce s'avère difficile : les étagères sont à moitié vides et le bâtiment, à vendre, est en piteux état. Après l'achat de l'immeuble pour un prix dérisoire, un appel international est lancé afin d'amasser les fonds nécessaires à la rénovation des lieux. L'objectif est d'assurer un espace pour la librairie puis, en second lieu, d'utiliser les étages supérieurs à des fins politiques. Une organisation sans but lucratif (OSBL) voit le jour (AEELI) et son Conseil d'administration (CA) aura pour fonction de gérer le projet. Rapidement, les coûts de rénovation s'avèrent trop élevés pour l'association et la décision est prise de déménager la librairie au deuxième étage dans l'intention de laisser le rez-dechaussée à un locataire commercial. Un journal est publié et des étudiant-es d'une université francophone se mêlent au groupe de départ qui était majoritairement formé d'anglophones. Parallèlement, les problèmes d'ordre financier s'accumulent. Au troisième étage, les groupes radicaux se succèdent et disparaissent sans payer le loyer. En 1984, l'édifice doit être fermé pendant un an afin de permettre sa rénovation. Plus de vingt ans seront nécessaires pour payer l'hypothèque contractée à ce moment.

Dans les années 1990, les disputes se multiplient². La Sociale, diffuseur ultragauchiste montréalais, cesse d'assumer la distribution de nombreux classiques à la librairie. Ayant une réputation de mauvais payeur, celle-ci ne parvient pas à trouver des livres francophones à bas prix et s'anglicise de plus en plus. Elle assume aussi la diffusion de contenus léninistes, provenant entre autres du milieu maoïste, de groupes proterrorisme et des luttes tiers-mondistes de libération nationale. Le CA de l'AEELI, alors majoritairement formé de vétérans membres d'Alternative, est scindé en deux groupes opposés. Au sein du bloc minoritaire, certains membres fantômes ayant déménagé à Toronto possèdent toujours des parts dans le bâtiment. Pour les écarter du processus décisionnel, un prêteur anonyme utilise son pouvoir financier en suggérant d'acheter leurs créances. La proposition est adoptée par une voix de majorité, mais à la suite d'une menace de poursuites judiciaires, elle ne sera jamais appliquée. La Sociale transmet alors à ses contacts européens une explication des procédés malhonnêtes employés par les membres de la librairie Alternative. Les diffuseurs français commencent à leur tour à boycotter la librairie qui devient presque unilingue anglaise. Des personnes des deux blocs boycottent des réunions pour empêcher que le quorum soit atteint. L'AEELI s'enlise dans une guerre fratricide. La librairie n'ouvre plus à des heures régulières. Un membre influent utilise les locaux pour organiser des fêtes religieuses juives. On refuse d'intégrer certains militant-es de confiance qui en font la demande. Le bloc majoritaire tente d'interdire la présence d'observateurs et d'observatrices aux réunions. Les relations sont tendues dans le milieu libertaire et plusieurs groupes, comme le Collectif opposé à la brutalité policière et le Bureau international pour le Parti révolutionnaire, ne se contentent plus de discuter de leurs différends avec leurs camarades de l'AEELI, mais envoient des lettres de protestation. Un groupe écologiste tente sans succès d'organiser un sit-in à l'intérieur de la librairie alors que d'autres individus échouent à unir les anarchistes derrière une pétition pour exiger davantage de transparence et une meilleure représentation des francophones. En somme, de 1995 à 2002, la crédibilité d'Alternative est en chute libre.

En 2003, les opposant-es s'organisent et forment la Coalition des diffuseurs, qui comprend La Sociale, la Mauvaise Herbe, les étudiant-es de l'ASÉ (Association Syndicale Étudiante), la NEFAC (Fédération des Anarchocommunistes du Nord-Est), le journal *Le Trouble*, des autonomes et d'autres allié-es. Alternative est invitée à la première rencontre, mais elle pose comme condition à sa participation l'exclusion d'un des membres de la coalition. Cela leur est refusé. Un large boycott de la librairie est alors lancé. Des tracts accusent le commerce de mauvaise gestion financière, de dérives gauchistes et même de colonialisme. Alternative accuse sans preuves la coalition d'avoir perpétré des vols et d'avoir détruit les fenêtres de l'édifice. Une grande assemblée de l'AEELI est organisée au courant de l'été où près de cent personnes sont présentes. Alternative mobilise des anglophones, plus proches du mouvement altermondialiste que des libertaires, afin de contrebalancer la Coalition. La rencontre a un effet psychologique intense. Deux blocs s'opposent clairement : l'un fortement francophone face à l'autre, anglophone, qui est très légèrement majoritaire lors de la rencontre. Celui-ci, à la demande d'Alternative, refuse d'élargir l'effectif du CA de l'AEELI.

L'opposition est alors découragée et cesse la campagne, mais des membres de l'ASÉ continuent la contestation. Des efforts constants sont nécessaires pour avoir accès aux règlements internes et aux procès-verbaux qui ont mystérieusement disparu du bâtiment. Un membre de l'AEELI parvient à obliger la corporation à donner accès aux documents, mais il est interdit de les sortir du bâtiment pour en faire des copies. Malgré les accusations de surveillance policière provenant d'Alternative, des photos sont prises pour permettre à l'opposition d'étudier la situation légale de l'OSBL. Cela s'avère très utile puisqu'une réunion importante en 1990 n'avait ni quorum ni convocation régulière. Or, lors de celle-ci, des changements majeurs à la régie interne ont été faits : un vote aux deux tiers était désormais nécessaire pour modifier la charte et un minimum de membres d'Alternative devaient faire partie du CA de l'AEELI. Grâce à son excellent travail de communication, l'opposition convainc deux membres inactifs de démissionner du CA et obtient, de ce fait, la majorité. En avril 2004, deux assemblées générales spéciales sont organisées dans la même soirée. En premier lieu, un vote décrète illégale la réunion de 1990. L'effectif est ensuite ouvert,

et une vingtaine de personnes deviennent membres de l'OSBL. Un tout nouveau CA est élu. Le désaccord est total. Alternative part avec les livres et les étagères tout en laissant une forte dette et un local rempli de graffitis. Un membre d'Alternative vole même de l'argent.

La librairie se renouvelle et s'appelle maintenant l'Insoumise. Ce renversement sera véritablement bénéfique pour la librairie qui change de nom et qui devient plus ouverte en passant d'un fonctionnement affinitaire à confédéral. De plus, tout comme à l'AEELI, plusieurs tendances libertaires se partagent l'espace, les revenus et les responsabilités. Cette ouverture a aussi facilité la location des autres locaux du bâtiment à des groupes libertaires ou proches. Aujourd'hui, l'AEELI est devenue un des plus importants centres de diffusion des idées libertaires d'Amérique du Nord. Bien que ses réunions se déroulent en français, beaucoup d'anglophones fréquentent le bâtiment qui n'est plus l'objet d'un boycott, officiel du moins. Les anciens gestionnaires qui ont été exclus en 2003 et qui ne sont pas tous anarchistes n'y sont pas revenus et leurs proches semblent bouder l'endroit.

Un point de conflit demeure pourtant, le célèbre Salon du livre anarchiste de Montréal. Des efforts devraient être déployés afin que la révolution tranquille qui s'est produite à l'AEELI se répande jusqu'à lui. Le Salon est le seul autre projet unitaire géré par un groupe contrôlé par des anglophones où nous pourrions aborder de front nos problèmes et les régler pour le mieux. Il aurait tout avantage à calquer les structures de l'AEELI pour se défaire de son fonctionnement affinitaire. À moins que ce ne soit elle qui le prenne en charge?

Thèse

Dans le milieu anarchiste montréalais, qui comprend l'ensemble des groupes ou individus se réclamant de l'anarchisme ou de la branche libertaire d'un quelconque mouvement politique, comme dans la société montréalaise, québécoise ou canadienne, il existe une séparation entre les communautés anglophone et francophone. Évidemment, des séparations existent entre toutes les communautés qui se définissent par rapport à ce qui les différencie des autres, mais notre propos tient à préciser que bien que banale, cette séparation n'a pas de raison d'être pour les anarchistes ou le mouvement libertaire. Nous considérons qu'il s'agit d'un problème latent et qu'il ferait même l'objet d'un tabou.

Nous ne pensons pas que la variante linguistique explique cette séparation. La différence de langues rend plus difficile la communication entre les groupes et les individus, mais elle n'explique pas les frictions d'ordre politique. D'autres facteurs entrent en ligne de compte. Pour mieux comprendre cette dynamique de confrontation, nous croyons qu'il faut étudier l'ensemble des différences culturelles touchant les héritages moraux et religieux des sociétés ainsi que l'origine socio-économique des individus. Par exemple, vivre dans le Mile End (quartier multiculturel de Montréal) entraîne un niveau d'ouverture à la différence plus grand que d'habiter à Hérouxville (petit village ordinaire blanc et francophone du Québec). Ou bien, chez un gauchiste, provenir d'une classe sociale aisée entraîne un niveau de culpabilité plus grand et une croyance au potentiel de la liberté individuelle.

Nuançons immédiatement notre discours: les constats que nous allons vous présenter sont normatifs, ce sont des observations générales qui ne sont pas absolues. Il existe évidemment des exceptions que nous ne prendrons pas en compte ici. L'intérêt de l'analyse normative est de relever les tendances dominantes.

Notre thèse est la suivante: l'idéologie dominante – ajustée à la culture locale – produit elle-même des théories politiques fragmentées et inoffensives qui prétendent lui porter atteinte et neutralise ainsi les individus subversifs. Les séparations entre francophones et anglophones servent bien les intérêts de la bourgeoisie qui entretiennent les tensions dites raciales³. Notre vision du problème entre les groupes linguistiques est donc axée sur les différences culturelles entretenues insidieusement par la société, et plus spécifiquement sur les conséquences d'une telle réalité au sein du milieu anarchiste.

Chez les anglophones, héritiers de l'univers religieux protestant et de la croyance en la puissance individuelle, l'anarchisme sera influencé par l'individualisme, par l'idéologie libérale du droit et du libre arbitre et par la croyance en la possibilité de choisir un mode de vie alternatif à l'intérieur du système d'oppression (*lifestyle*). De plus, dans le contexte de la domination culturelle anglo-saxonne mondiale, la tendance à la culpabilisation face aux multiples peuples opprimés par l'empire britannique et américain peut pousser les anglophones à soutenir différentes formes de mouvements de libération nationale. Cette propension à cette forme d'internationalisme est facilitée par le fait que ces peuples opprimés ont appris la langue anglaise et ils sont donc plus faciles à approcher pour un anglophone. Mais cet internationalisme est sélectif, car seuls certains peuples élus sont dignes de l'appui anarchiste et ce n'est pas le cas du mouvement nationaliste québécois, jugé bourgeois ou réactionnaire.

Chez les francophones, héritiers et héritières de l'univers religieux catholique et de la croyance en l'impuissance de l'individu et en la foi au sacrifice pour les autres, ce sont les idéologies collectivistes et conservatrices qui dominent. Tous les mouve-

ments lutte-de-classistes, que ce soit le syndicalisme, le conseilisme, l'étatisme prolétarien ou le fédéralisme synthésiste, teintent l'idéologie des anarchistes francophones qui sont plutôt d'accord avec l'idée que le changement social passe d'abord par un mouvement de masse. À cela s'ajoutent l'influence du collectivisme étatique et le soutien du milieu gauchiste au projet de libération nationale québécois. En effet, beaucoup d'anarchistes francophones ont d'abord été influencés par le mouvement indépendantiste avant d'adopter l'idéologie anarchiste, ce qui les a prédisposés au collectivisme et aux droits des majorités. Cette prédisposition peut aussi rendre suspecte l'idéologie cosmopolite des anglophones, jugée colonialiste, qui met l'accent sur les droits des minorités.

Nous sommes contaminés par l'idéologie dominante et ses diverses variantes visant à nous diviser. La composante raciste du système est la pierre angulaire d'une compréhension des tensions culturelles en Amérique du Nord. Produite par les capitalistes, elle permet de justifier l'exploitation des immigrants et de diviser le prolétariat. Le racisme prend des formes différentes selon les groupes linguistiques, mais tous en sont victimes. Bien que les anarchistes tendent à le dénoncer, il subsiste dans plusieurs institutions, à commencer par la famille traditionnelle par exemple, une haine des autres communautés linguistiques qui peut laisser des traces.

Ces constats préliminaires semblent confirmés par l'observation. Le type d'implication sociale des individus varie selon leur culture – dont la langue est un fondement – et fait ainsi écho à leur héritage moral et religieux. Les manifestations et les réunions politiques montréalaises nous ont permis de constater que les anglophones participent davantage aux luttes autochtones et immigrantes. Les militants anglophones s'identifient plus au courant *Do It Yourself* et en général aux contre-cultures identitaires issues des courants musicaux américains. Quant aux francophones, un peu moins affectés par la contre-culture, ils sont engagés, règle générale, dans les organisations ouvrières et les luttes réformistes (écologisme, aide sociale, chômage, logement, communautaire, etc.).

Ces divergences politiques sont présentes dans la littérature anarchiste. La propagande, calibrée sur les grands courants historiques de contestation, joue un rôle de séparateur sur le plan idéologique. Nous pensons ici à l'influence des idées issues de la Commune de Paris de 1871 dans la littérature francophone par rapport à celle des BlackPanthers sur la littérature anglophone par exemple. Notons aussi qu'il existe un écart entre les conditions économiques des deux groupes linguistiques étudiés ici⁴. Toutefois, nous manquons de données objectives pour analyser à quel point les conditions matérielles influent sur les tensions politiques des groupes linguistiques en présence.

Par ailleurs, nous savons que la contreculture joue un rôle important dans l'éveil politique de la jeunesse. Pour la vaste majorité des gens politisés, le premier contact avec une idéologie révolutionnaire n'est pas le résultat d'une action déterminée d'un groupe politique émancipé. C'est plutôt par tâtonnements qu'on devient libertaire. On juxtapose chaotiquement les hypothèses accumulées au gré des rencontres. L'esprit de révolte se développe ainsi peu à peu et on finit par débarquer à une première manifestation, fort probablement réformiste. En Amérique du Nord, les jeunes anarchistes s'identifient d'abord à une contre-culture aux tendances misanthropiques. C'est donc à partir de l'inconscience relative de la jeunesse que vont se cristalliser les premiers préjugés contestataires.

Nous pensons que la clé pour comprendre le problème entre les communautés linguistiques nécessite l'utilisation d'un concept: le gauchisme. Contrairement aux analyses léniniste ou altermondialiste qui définissent le gauchisme en tant qu'extrémisme, nous le voyons plutôt comme la tendance chez les anarchistes à vouloir s'allier à des mouvements de gauche en général, qui se caractérisent par leur modération ou leur appui à une forme ou une autre d'organisation étatique, religieuse, etc. Rappelons que l'une des critiques principales faite par la Coalition des diffuseurs est dirigée contre le gauchisme d'Alternative.

L'implication des anarchistes au sein des luttes partielles finit par influencer leur pensée. En l'absence d'une lutte révolutionnaire, les libertaires militants sont divisés entre radicalisation des mouvements politiques et défense des minorités opprimées. La séparation la plus violente entre les anarchistes est là, et c'est pourquoi nous pensons que le gauchisme constitue l'élément clé de l'analyse. La séparation entre les communautés linguistiques passe par l'analyse des conséquences différenciées de l'influence gauchiste sur les différentes communautés culturelles, ce qui a entraîné des conflits idéologiques sur lesquels se sont collées les variables culturelles. Bref, un-e anarchiste anglophone a tendance à développer une idéologie différente de celle d'un-e anarchiste francophone s'il ou elle se laisse influencer par le milieu gauchiste de sa communauté d'appartenance, ce qui est relativement inévitable comme nous l'avons vu plus haut.

Conclusion

Nous sommes conscients que notre travail est insatisfaisant, car la réflexion n'est pas suffisamment liée à une enquête sur le terrain. Nous nous sommes contentés de dresser ici le portrait d'une aliénation commune autour de la thématique du territoire. Notre choix d'en minimiser l'analyse afin d'élaborer davantage nos intuitions quant au problème présente plusieurs avantages dont le principal est certainement de permettre l'infirmité ou la confirmation de nos idées à partir d'un débat ultérieur. Certain-es diront que notre thèse est d'une trivialité absolue. Or, notre originalité réside dans le fait que nous abordons le sujet pendant que les autres le répriment inconsciemment.

L'influence du gauchisme dans les milieux contestataires constitue une base névrotique réciproque. Il prend des formes différentes selon l'origine sociale des individus. Les problèmes entre francophones et anglophones trouvent leur origine dans les différences idéologiques, elles-mêmes déterminées essentiellement par nos contextes psychosociologiques respectifs (institutions et relations interpersonnelles). Le gauchisme militant dont il est question ici est la matérialisation des derniers liens psychologiques entretenus – virtuellement ou pratiquement – avec notre groupe d'appartenance. Le gauchisme a creusé et creuse encore les sillons du sectarisme qui divisent le milieu anarchiste en nous séparant les uns des autres.

En fait, les individus procèdent à une identification réflexive aux cultures qui les déterminent et qui sont malléables au gré des rapports de force. En d'autres termes, la culture, soumise aux dictats de l'économie, perd sa substance tandis que les individus s'attachent à leur passé spécifique pour se définir. Le milieu anarchiste est victime du même problème. Les conditions sociales actuelles nous obligent à intervenir dans les mouvements réformistes pour faire des liens avec la population et la défendre contre les excès les plus scandaleux du capitalisme. Ces liens finissent par dénaturer notre praxis parce que des anarchistes associent cette pratique à notre politique révolutionnaire elle-même. C'est dire que peu d'anarchistes cherchent véritablement à définir une praxis nouvelle et rassembleuse susceptible de faire progresser la société et leur milieu simultanément.

Nous devons aussi mettre en lumière d'autres facettes de la lutte anarchiste qui sont occultées par ces querelles, ne serait-ce que pour leur rendre hommage: le féminisme ou la lutte de libération sexuelle, la résistance à l'ethnocide des nations autochtones ou l'écologisme. Ce sont des éléments importants du contexte oppressif, mais qui sont occultés ou subordonnés par l'orientation gauchiste que prend la querelle entre les deux grands groupes culturels du territoire. En fait, n'ayons pas peur de le dire: la communauté anarchiste montréalaise vit à sa manière les problèmes de la société québécoise tout entière qui est obnubilée par la question nationale et ruine ipso facto son potentiel de développement.

En dernière analyse, nous pouvons affirmer que le milieu anarchiste montréalais vit de l'intérieur les tensions sociales du Québec. Les libertaires sont affectés par les divisions culturelles folkloriques qui subsistent dans la société. L'histoire de notre petit territoire est révélatrice des contradictions typiques des anarchistes – frileux – qui, trop souvent lorsque se présente à eux un problème interne concret, transforment leur idéologie en alibi. Nous pensons que les séparations basées sur la langue nuisent au développement et au rayonnement de l'anarchisme, au même titre que les frontières nuisent à la solidarité entre les peuples.

Écrit par Hors-d'Œuvre

Il s'agit d'une organisation communiste libertaire de Montréal.

Vous pouvez consulter son travail politique sur www.hors-doeuvre.org

Avec la collaboration spéciale de Sacha Desautels

¹ Bien que les sociétés amérindiennes aient un niveau de hiérarchisation variable avant la colonisation, la propriété privée n'existe pas encore. La très vaste majorité de ces peuples étaient organisés en collectivités préétatiques, sociétés plutôt égalitaires et démocratiques.

² Les conflits liés au choix de la diffusion seront une constante de l'AEELI.

³ En Amérique, l'emploi du terme race pour dénommer les différentes communautés culturelles est accepté socialement malgré ses lacunes scientifiques et ses antécédents fascistes.

⁴ Voir l'annexe.

ÉVOLUTION DES DISPARITÉS DE REVENUS ENTRE LES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS LINGUISTIQUES AU QUÉBEC ENTRE 1970 ET 2000

Groupe linguistique	Revenu en 1970	RCR	Revenu en 2000	RCR
Chez les hommes				
Unilingues anglophones	8 171	1,59	34 097	1,15
Bilingues anglophones	8 938	1,74	38 745	1,31
Unilingues francophones	5 136	—	29 665	—
Bilingues francophones	7 363	1,43	38 851	1,31
Allophones parlant anglais	6 462	1,26	27 216	0,92
Allophones parlant français	5 430	1,06	21 233	0,72
Allophones bilingues	7 481	1,46	33 097	1,12
Allophones, autres	4 229	0,82	20 146	0,68
Chez les femmes				
Unilingues anglophones	3 835	1,24	23 002	1,11
Bilingues anglophones	3 956	1,28	26 247	1,26
Unilingues francophones	3 097	—	20 786	—
Bilingues francophones	3 842	1,24	26 644	1,28
Allophones parlant anglais	3 329	1,07	18 996	0,91
Allophones parlant français	3 241	1,05	15 551	0,75
Allophones bilingues	3 881	1,25	24 034	1,16
Allophones, autres	2 342	0,76	15 379	0,74

RCR = ratio à la catégorie de référence (unilingues francophones =1)

Source : http://www.cdhowe.org/pdf/backgrounder_103_french.pdf